

Brochure n° 3126

Convention collective régionale
IDCC : 54. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(OETAM)
(Région parisienne)

ACCORD DU 6 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX TAUX GARANTIS ANNUELS
ET À L'INDEMNITÉ DE RESTAURATION POUR L'ANNÉE 2017

NOR : ASET1750330M
IDCC : 54

Entre

GIM région parisienne

D'une part, et

CFTC métallurgie Ile-de-France

FO métallurgie de la région parisienne

SMIDEF CFE-CGC

UPSM CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus à l'article 9 de l'avenant « Mensuels » sont fixés pour l'année 2017 par un barème exprimé en euros figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement et ayant atteint 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre 2017.

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, et sera adapté proportionnellement à l'horaire collectif en vigueur ou à celui du salarié concerné.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

Tous les taux garantis annuels du présent barème ont une valeur supérieure au Smic annuel en vigueur au 1^{er} janvier 2017. Toutefois, si une revalorisation du Smic intervenait au cours de l'année 2017, il est rappelé qu'à compter de cette revalorisation et dans les conditions prévues par le code du travail, la rémunération mensuelle d'un salarié ne pourra être inférieure au Smic correspondant à son horaire de travail effectif.

La fixation du barème des appointements annuels minimaux ci-dessous tient compte tant de la situation économique à laquelle se trouvent confrontées les entreprises de la branche à la date de signature du présent accord que des perspectives de celle-ci pour l'année 2017. En conséquence, si l'inflation, calculée comme l'évolution entre la moyenne des 12 derniers indices des prix à la consommation connus et la moyenne des 12 indices précédents, venait à dépasser le taux de 1 % d'ici la fin de l'année 2017, les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer à nouveau pour réexaminer le barème des appointements annuels minimaux garantis.

Article 2

L'indemnité de restauration sur le lieu de travail prévue à l'article 18 de l'avenant « Mensuels » est portée à 6,7836 € à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 3

Le présent avenant sera notifié à chaque organisation syndicale représentative dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et déposé au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Paris et de Nanterre dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Son extension sera sollicitée en application des articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 6 février 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des taux garantis annuels applicables pour l'année 2017

Barème, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	ÉCHELON	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE (sauf AM d'atelier)	OUVRIERS	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
I	140	1	17 931		O1	17 931
	145	2	17 951		O2	17 977
	155	3	17 976		O3	18 103
II	170	1	17 963		P1	18 097
	180	2	17 990			
	190	3	18 020		P2	18 193
III	215	1	18 546	AM1	P3	19 472
	225	2	19 380			AM1
	240	3	20 629	AM2	TA1	21 659
IV	255	1	21 632	AM3	TA2	22 713
	270	2	22 910		TA3	24 054
	285	3	24 189	AM4	TA4	25 398
V	305	1	25 709	AM5		AM4
	335	2	28 227	AM6		AM5
	365	3	30 580	AM7		AM6
	395	3	33 125	AM7		AM7
						27 508
						30 201
						32 722
						35 445